



Déclaration de la CGT au CSE du réseau France 3 du 27 août 2025



Monsieur le Président, nous n'aimerions pas être à votre place.

On vous envoie au front, sans doute au pire moment.

Les nuages sont massés sur notre entreprise : financement taillé à la machette, démantèlement du socle social à travers la dénonciation de notre accord collectif, épée de Damoclès de la holding avec sa perspective de fusion des réseaux France 3 et France Bleu et le délabrement des conditions de travail et de nos missions qui en découlera.

Dans le réseau régional, plus personne ne croit à un quelconque futur. Les salariés n'ont plus confiance, ni dans l'avenir, ni dans leurs dirigeants. Leur travail s'est densifié en même temps qu'il s'est appauvri. L'activité des antennes n'a sans doute jamais été aussi dérisoire. Les programmes mutualisés et les producteurs privés sont aujourd'hui maîtres de nos grilles.

Quant à l'info, faute de temps et de moyens, elle brille par sa superficialité. Le numérique continue à être notoirement sous-doté, même si la politique du clic sauve provisoirement la face.

C'est donc dans ce contexte que vous prenez la direction du Réseau. Qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui ? Votre prédécesseuse a étreint ce poste impossible, où le directeur est réduit au rôle de figurant, préposé aux baffes, chargé de subir et de contenir les élus du CSE, sans le pouvoir décisionnel, sans la moindre autonomie. Les vrais décideurs, eux, sont confortablement installés à l'étage au-dessus, à la direction des antennes et des programmes. C'est eux, aujourd'hui, qui font la loi et qui ne rendent de comptes à aucun représentant du personnel, ni à aucun salarié.

Tous ces ingrédients génèrent l'impuissance, les impasses, les discours creux et les débats stériles. Et une immense frustration. Pour vous probablement, pour nous assurément.

Il vous faudra beaucoup de talent pour sortir de cette chausse-trape, nous nous excusons par avance pour nos exaspérations, nos colères. Mais nous n'accepterons jamais de voir cette instance contournée ou neutralisée, de voir ses prérogatives bafouées. Nous rejetons les faux-semblants, les éléments de langage ripolinés à la novlangue, les absences de réponses ou les renvois incessants à la direction centrale.

Nous voulons un discours sincère, des débats de fonds, nous ne sommes pas une simple formalité administrative ou légale, nous sommes les représentants des salariés, du corps social de cette entreprise, nous portons leur voix, nous savons être constructifs, encore faut-il que la direction en crée les conditions, ce qui n'a pas été le cas ces derniers temps.

Nous le redisons : notre CSE est essentiel et incontournable, à plus forte raison, vu les dossiers lourds et anxiogènes qui s'annoncent dans les prochains mois. Sans oublier les nombreux cas de mal-être au travail qui ne sont toujours pas réglés.

Monsieur le Président, nous espérons que vous êtes décidé à redonner toute sa place à cette instance, à vous appuyer sur les élus et à défendre ce bien commun qu'est notre réseau régional. Si c'est le cas, nous travaillerons ensemble. Sinon, vous nous trouverez sur votre chemin, car nous n'avons qu'une conviction : défendre la télé régionale publique et ses salariés.

Paris, le 27 août 2025